

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROVENCALE SA

29 avenue Frédéric Mistral
83175 Brignoles

Références : D-UD83-2026-0085
Code AIOT : 0006401202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement PROVENCALE SA implanté Le Candelon 83170 Brignoles. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme de contrôle pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROVENCALE SA
- Le Candelon 83170 Brignoles
- Code AIOT : 0006401202
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PROVENCALE SA est autorisée, par arrêté préfectoral du 24/03/2017, à exploiter une carrière de marbre à ciel ouvert et ses installations de traitements connexes (broyage/concassage/criblage) au lieu-dit "Candelon", sur le territoire de la commune de BRIGNOLES.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
4	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 11.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 11.2.B	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 11.2.C-I	Demande d'action corrective	2 mois
10	Exploitation du site	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 5	Sans objet
3	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 12.3	Sans objet
7	Réception des matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.7.1	Sans objet
8	Reception des matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.7.2	Sans objet
9	Registre	Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.7.8	Sans objet
11	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement du 11/02/2026, article R.541-43-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats de l'inspection que l'exploitation se trouve actuellement en phase quinquennale n°2. Il est attendu de la part de l'exploitant un dossier portant à la connaissance de l'autorité préfectorale les éléments justifiant d'un suivi de la qualité des eaux souterraines adapté au site.

L'exploitant doit également justifier du respect de la norme NFS 61.213 des vannes équipant les deux réserves d'eau d'extinction incendie du site.

Le rapport d'activité 2025 est attendu au plus tard le 31/03/2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone en exploitation et des installations. Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses,...) ne sont pas concernées par cette prescription. Cette clôture peut-être constituée de deux fils. Dans ce cas, elle est jalonnée tous les 50 mètres environ de panneaux signalant de danger et interdisant l'accès au site. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : L'inspection a permis de constater la présence d'un portail fonctionnel à l'entrée du site, interdisant l'accès au site en dehors des horaires d'ouverture de la carrière. Les clôtures du site ont été vérifiées par sondages, notamment en limites ouest du site. Les clôtures inspectées sont composées de 5 fils métalliques (cf. planche photographique en annexe 1 au présent rapport). La présence d'un affichage signalant le danger a été constaté sur les clôtures inspectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Prescription contrôlée : En accord avec les services d'incendie et de secours, il est prévu des équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur, dont : 1 poteau incendie de 100 mm de diamètre normalisé, respectant les caractéristiques réglementaires, ou une réserve d'eau facilement accessible et utilisable en tout temps et toutes circonstances par les véhicules de lutte contre l'incendie, dont la capacité sera au minimum égale à 120 m³ d'eau [...].
Constats :

<p>Seule la disponibilité des réserves d'eau extinction incendie a été vérifiée le jour de l'inspection, suite à la non conformité relevée lors de la précédente inspection du 18/06/2019 (absence de vannes sur les réserves d'eau).</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux réserves d'eau de 60 m3 (volume indiqué par l'exploitant) réparties sur le site, l'une à l'entrée du site et l'autre à proximité du point NGF 420 à l'ouest de la carrière.</p> <p>Ces deux réserves d'eau (citernes métalliques) sont équipées de vannes de prélèvement d'eau. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées (IIC) que la disponibilité de ces réserves d'eau a fait l'objet d'une vérification par le SDIS. L'exploitant a cependant indiqué à l'IIC qu'aucun document n'a été transmis par le SDIS à cette occasion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'IIC les justificatifs permettant d'assurer la compatibilité du dispositif de raccordement des vannes à la norme NFS 61.213, ou un document du SDIS permettant d'attester de ce point. Pour ce faire, il formule sa demande au SDIS au moyen de l'annexe du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (https://www.sdis83.fr/sites/default/files/2025-10/ANNEXE%204%20%20RDDECI-%20Dossier%20de%20suivi%20d%27amanageemnt%20d%27une%20r%C3%A9serve%20incendie%20.pdf)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 3 : Pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 12.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Il comporte 7 points de mesures disposés en limite du périmètre autorisé tel que présenté au point de l'étude d'impact. La méthode utilisée est celle des plaquettes de dépôts.</p> <p>Les mesures sont effectuées tous les mois par un organisme tiers compétent selon la norme NFX 43-007. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées. Il comporte une analyse historique des évolutions et le plan de progrès éventuel. Les mesures mensuelles sont corrélées à la météorologie locale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'IIC, le jour du contrôle, les rapports des mesures des retombées de poussières dans l'environnement (rapports d'essais SGS) pour l'année 2025 (les premiers résultats concernant 2026 n'étant pas connus au jour de l'inspection).</p> <p>Le suivi réalisé par l'exploitant est mensuel, selon la méthode des dépôts sur plaquettes, en 7 points de mesures disposés autour du site (la disposition des points de mesures, telle que précisée dans l'étude d'impact, n'a pas été vérifiée le jour de l'inspection).</p> <p>L'examen des relevés de mesures n'indiquent pas de dépassement de la valeur de référence précisée à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières</p>

<p>(500 mg/m²/jour).</p> <p>La carrière ne relève pas de l'article 19.5 de l'arrêté du 22/09/1994 (production annuelle supérieure à 150 000 t), nécessitant un plan de surveillance de émissions de poussières (notamment le description des zones d'émissions de poussières et les conditions météorologiques et topographiques sur le site).</p> <p>Le bilan annuel 2024 des émissions de poussières du site comprend l'évolution des retombées de poussières depuis 2002. Toutes les mesures indiquent des valeurs inférieures à 500 mg/m²/jours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de l'évolution des techniques de mesures des retombées de poussières et des faibles niveaux d'émissions constatés en limites de site, l'IIC invite l'exploitant à étudier la mise en place d'un suivi trimestriel des retombées de poussières par jauges de retombées (en substitution de la méthode des plaquettes), selon les dispositions précisées à l'article 19.7 de l'arrêté du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets d'eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 11.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux de la nappe souterraine au droit de la carrière est surveillée par l'exploitant. À cette fin, il installe un dispositif piézométrique adapté, en référence à l'étude hydrogéologique réalisée dans le cadre de sa demande et répondant à la norme AFNOR FD-X-31-614.</p> <p>Le dispositif de surveillance des eaux souterraines est constitué d'un piézomètre en amont hydraulique implanté au sud-ouest de la zone d'extraction. Le point aval est constitué par l'émergence de la source située au nord-est.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'IIC le rapport SGS n° MS25-05634 du 10/02/2026 relatif aux résultats des analyses des prélèvements du 5/11/2025 réalisées au droit de la source "Candelonette", point d'émergence situé en aval des installations (cf. planche photographique en annexe 1 du présent rapport).</p> <p>Tous les paramètres visés à l'article 11.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/03/2017 ont été analysés.</p> <p>L'arrêté préfectoral ne prévoit pas de valeurs limite d'émission (VLE) pour ce point de rejet. Le rapport transmis compare néanmoins les résultats de mesures aux VLE prescrites par l'arrêté du 27/03/2017 pour les rejets en eaux superficielles. Aucun dépassement des VLE "eaux superficielles" n'est constaté.</p> <p>L'IIC a comparé les résultats des analyses du 5/11/2025 avec les résultats des analyses du 29/02/2024 (données issues du bilan annuel 2024). Le paramètre MES est en augmentation (3 mg/l en 2024 et 8 mg/l en 2025).</p> <p>Concernant le piézomètre amont, l'exploitant a indiqué à l'IIC que ce dernier n'a pas été réalisé, notamment en raison d'absence d'eau lors des forages prospectifs.</p> <p>Sur ce point, l'exploitant a présenté à l'IIC une carte des carottages géologiques réalisés en 2014, permettant de visualiser les carottages n°1 à 8. Selon les déclarations de l'exploitant, les</p>

carottages n°1, 4 et 8 ont été réalisés jusqu'à la cote NGF 265 et sont restés à sec.
L'exploitant indique par ailleurs à l'IIC l'absence d'activité en amont du site, compte-tenu du relief local, susceptible d'engendrer une pollution en aval de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'évolution de la qualité des eaux au point de résurgence aval doit être suivie par l'exploitant (par comparaison à l'état initial), idéalement sous forme graphique (par substances), et les causes des dépassements doivent être analysées.

L'exploitant analyse les raisons du dépassement constaté en 2025 du paramètre MES.

L'exploitant transmet à l'IIC le suivi de l'évolution de la qualité des rejets du site depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/03/2017. Ce suivi est comparé à l'état initial de 2017.

Concernant l'absence du piézomètre amont, l'exploitant transmet à l'IIC l'étude hydrogéologique de référence ou tous les éléments pertinents permettant la mise en place d'un dispositif de suivi de la qualité de la nappe, adapté au contexte du site, en cas d'impossibilité technique de réalisation d'un piézomètre amont (ou financièrement déraisonnable au regard de l'enjeu).

Ces informations seront transmises sous la forme d'un rapport à la connaissance du préfet des modifications des conditions d'exploitation du site (PAC). Les informations hydrogéologiques transmises à l'appui du PAC devront être certifiées par un hydrogéologue agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 11.2.B

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure le bon écoulement des eaux sur la totalité de la carrière, par la réalisation d'un réseau de dérivation (création de merlons, traitement de certaines surfaces en enrobé, ...) de manière à canaliser les écoulements vers des bassins de décantation/infiltration régulièrement entretenu et curé et suffisamment dimensionnés pour contenir la totalité des eaux d'un orage décennal.

Les eaux de ruissellement issues de la zone d'extraction seront confinées sur le fond de fouille où elles s'infiltreront.

Les eaux de ruissellement issues des zones techniques seront dirigées vers 3 bassins de décantation d'un volume global minimum de 350 m3 avant rejet dans un talweg se jetant dans le Val de camp affluent du Caramy

Constats :

L'IIC a constaté la présence d'une zone technique (bureaux, ateliers, zones de ravitaillement) revêtue en béton. Les eaux issues de cette zone sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbure, avant rejet au milieu naturel (ruisseau Val de Camps en aval du site).

<p>L'exploitant dispose d'un registre de suivi du nettoyage du séparateur. Les derniers nettoyages datent de juillet 2025 et de février 2026.</p> <p>Les eaux issues des zones techniques non revêtues (stockages de matériaux minéraux, installations de traitements) sont dirigées vers 4 bassins de décantation, avant rejet au milieu naturel (ruisseau Val de Camps en aval du site).</p> <p>L'IIC a constaté la présence d'un stockage de boues issue du curage des bassins, à proximité de ces derniers. Selon l'exploitant ces boues ont été générées par la pluviométrie importante de ces derniers mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation du stock de boues se trouvant en zone nord-est du site, susceptible d'entraîner une quantité important de MES vers le milieu naturel (ruisseau Val de Camps en aval du site).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Rejets d'eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 11.2.C-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) Les rejets directs dans la nappe phréatique sont interdits.</p> <p>I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes</p> <p>le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</p> <p>la température est inférieure à 30 °C ;</p> <p>les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;</p> <p>la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101)</p> <p>les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'IIC les résultats des analyses des prélèvements réalisés le 5/01/2026 au niveau du bassin de rétention (bassin de décantation N°4) et du séparateur d'hydrocarbure (rapport SGS du 10/02/2026).</p> <p>Les paramètres analysés sont conformes à la liste précisée au point C de l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral du 24/03/2017. Les valeurs limites (VLE) fixées par l'arrêté préfectoral sont dépassées pour les paramètres et exutoires suivants :</p> <p>pH en sortie séparateur d'hydrocarbure : 8,9 pour une VLE fixée entre 5,5 et 8,5 ;</p>

MES en sortie séparateur d'hydrocarbure : 83 mg/l pour une VLE fixée à 35 mg/l ; MES en sortie bassin de décantation : 48 mg/l pour une VLE fixée à 35 mg/l .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant analyse les causes des dépassements constatés et met en œuvre un plan d'action, si nécessaire. Une campagne de mesures devra être réalisée au terme des actions mises en place afin de justifier du retour à une situation conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Réception des matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Critères d'admission
Prescription contrôlée : Aucun déchet dangereux ou non dangereux non inerte n'est admis dans l'installation. Les déchets utilisables pour le remblayage sont : les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.
Constats : Le jour de l'inspection, l'IIC a constaté l'absence d'activité de tri/transit ou stockage de déchets dangereux ou non dangereux sur le site - excepté les déchets produits par le site dans le cadre de son activité. Sur ce point, la consultation de l'application trackdechets à la date du 3/03/2026 confirme l'expédition de 0.115 t de déchets dangereux (filtres à huiles codifiés 16 01 07*). Ce constat permet d'indiquer que l'exploitant utilise les bordereaux de suivi dématérialisés conformément à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Aucun flux de déchets entrant n'est constaté sur l'application à la date du 3/03/2026 (période consultée entre le 1/01/2024 et le 3/03/2026). Seuls les matériaux extraits et traités <i>in situ</i> sont stockés sur site. L'exploitant a indiqué à l'IIC qu'aucun déchets ou matériaux inertes extérieur n'est admis sur le site. A ce jour, le remblayage de la carrière et l'entretien des pistes de circulation est réalisé uniquement avec des matériaux extraits sur place, selon les déclarations de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Reception des matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014, l'exploitant s'assure :</p> <p>qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</p> <p>que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</p> <p>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'IIC qu'aucun déchets ou matériaux extérieur n'est accepté sur le site. Les constats réalisés le jour de l'inspection confirment ce point.</p> <p>Concernant ce point, aucune procédure d'acceptation préalable n'a donc été mise en place par l'exploitant, au jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté</p> <p>l'accusé d'acceptation des déchets ;</p> <p>le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 6.7.4 et, le cas échéant, celui de la vérification</p>

des documents d'accompagnement ;
le cas échéant, le motif de refus d'admission.
Constats :
L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun déchets extérieur n'est admis sur le site. L'IIC n'a pas constaté la présence de déchets extérieurs sur le site, le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2017, article 6.12
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rapport annuel</p> <p>Avant le 1er avril de chaque année, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport auquel seront annexés les plans et les bilans des mesures imposées par le présent arrêté, à savoir notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan prescrit à l'article 6.10; - les quantités de matériaux extraits, vendus et stockés; - les réserves estimées du gisement exploitable ; - le suivi des apports extérieurs (quantités utilisés pour le remblayage et stockés) ; - l'avancement des travaux de réaménagement; - les résultats du suivi environnemental (mesures de poussières dans l'environnement, de bruit et de vibration); - une synthèse des audits réalisés dans le cadre des mesures de protection des espèces, en particulier pour les chiroptères ; - les incidents ou accidents survenus
<p>Constats :</p> <p>A la date de l'inspection, le rapport d'activité annuel concernant l'année 2025 était en cours de rédaction et n'a pas pu être consulté (date limite d'envoi à l'IIC : 31/03/2026). L'IIC a vérifié le contenu du rapport d'activité de l'année 2024. L'examen du rapport appelle les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence du plan prescrit à l'article 6.10 de l'arrêté d'autorisation à joindre au rapport ; - absence des résultats du suivi de la surveillance des vibrations ; - la synthèse des audits réalisés concernant les mesures de protections des espèces est incomplète. Il manque le rapport SYMBIODIV évoqué et les dates des suivis réalisés ; - les non conformité relevées, notamment concernant les dépassements des VLE doivent être analysées et commentées (pour 2024, dépassement VLE en ZER n°2). <p>Concernant l'état d'avancement de l'exploitation à la date de l'inspection, selon le plan de masse consulté le jour de l'inspection (plan d'exploitation daté du 12/02/2026), l'exploitation se trouve en phase quinquennale n° 2 (2022/2027) - cf. planche photographique en annexe 1 au présent rapport.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend en compte les observations ci-avants pour la rédaction de son rapport d'activité 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/02/2026, article R.541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'IIC qu'aucune terre excavée n'est expédiée ou admise sur le site. Les terres de découvertes issues de l'exploitation de la carrières sont stockées sur place et conservées dans le cadre du réaménagement de la carrière.</p> <p>A ce titre, l'exploitant ne renseigne pas de registre spécifique, notamment trackdechets.</p> <p>L'IIC n'a pas d'observations sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite